1 Denis Trierweiler, « Remarques sur la discrimination ami/ennemi et sur le *jus publicum* européen », *Droits*, 2004, n° 40.

2 René Lourau, *L'État-inconscient*, Paris 72-73.

3 En parfaite continuité avec ces propos, Jean-Marie Le Pen pouvait dire en 1986 : « *La Déclaration des droits de l'homme est la mère de tous les grands mouvements totalitaires du xx^e siècle, car très rapidement l'aspiration à l'humanisme et à l'humanitarisme débouche sur la terreur* » (Jean-Marie Le Pen, meeting du Front National : La-Trinité-sur-Mer, 26 août 1989). Discours dont l'onde de choc se rencontre aujourd'hui chez l'écrivain expérimental Maurice G. Dantec, qui déblatère, dans son *Laboratoire de catastrophe générale,* contre la « *nature profondément liberticide (et régicide par la même occasion) du régime républicain instauré en 1789* », et où il pourfend « *le protobolchevisme de Robespierre* » (Maurice G. Dantec, *Laboratoire de catastrophe général*. Paris : Gallimard, 2001, p. 170). On peut aujourd'hui se procurer l'ouvrage en poche, signe que la contre-révolution se porte bien.

4 François Furet, *Le Passé d'une illusion : essai sur l'idée communiste au xx^e siècle*, Paris, Robert Laffont, 1995, p. 270-272.

5 Cf. *Le Livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*, Paris, R. Laffont, 2000 ; Ernst Nolte, *La Guerre civile européenne, 1917-1945,* Paris, Éd. des Syrtes, 2000. On pourra aussi relever la manière dont un certain nombre de thèses se diffusent aujourd'hui, qui par bien des aspects se rapprochent de la position noltienne, et ce chez des auteurs qui se déclareraient sans doute opposés à celle-ci. Nous pensons notamment à Jean-Claude Milner, lorsqu'il relie le nazisme à ce qu'il appelle « l'esprit démocratique européen » (Jean-Claude Milner, *Les Penchants criminels de l'Europe démocratique,* Paris, Verdier, 2003). Pour une critique, à notre sens salutaire et décapante, de cette séduction antidémocratique de plus en plus prégnante dans nombres de débats et publications récentes, on pourra se reporter au livre de Jacques Rancière, *La Haine de la démocratie,* Paris, Éd. La fabrique, 2005.

6 Sur le caractère rigoureusement antidémocratique de la « philosophie politique » d'Hayek, on lira avec profit Jean-Pierre Faye, « Y a-t-il une idéologie ultralibérale ? Anticonstructivisme. ». In *Le Siècle des idéologies*, Paris, 1996, Pocket, p. 221-225. Du même auteur, rappelons le monumental *Langages totalitaires* (Paris : Hermann, 1972), qui propose une topographie de la contre-révolution allemande de l'entre-deux-guerres. Livre incontournable pour qui veut saisir la généalogie intellectuelle qui conduit à Nolte.

7 Losurdo montre très finement le glissement chez Arendt d'une évaluation positive du jacobinisme à son rejet, passage qu'il relie directement au positionnement théorique de cet auteur face à la guerre froide. Il rappelle le rôle-clé que joue d'autre part pour elle l'impérialisme et l'extermination coloniale dans la genèse des totalitarismes, ce qu'ignorent superbement, la plupart du temps, ceux qui se revendiquent de son œuvre.

8 Sur ce point, renvoyons au magistral ouvrage de Cornelia Essner et Édouard Conte, *La Quête de la race, une anthropologie du nazisme*, Paris, Hachette, 1995, et aussi à *Noirs dans les camps nazis* du journaliste Serge Bilé (Paris, Éd. Le Serpent à Plumes, 2005), notamment les passages concernant le docteur Eugen Fischer, doctrinaire de l'extermination des métis en Namibie, alors colonie allemande, en 1908. Titulaire de la chaire d'anthropologie raciale à l'université de Berlin en 1933, Fischer aura pour disciple Joseph Mengele, l'effroyable bourreau d'Auschwitz. Pour qui veut en savoir plus sur le personnage, chaînon méconnu des rapports entre nazisme et domination coloniale, on peut aussi se reporter au livre d'Arno Münster, *Heidegger, la science allemande et le national-socialisme,* Paris, Kimé, 2002.

Lilian Mathieu
Sociologue, CNRS

Annie Collovald & Brigitte Gaïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes : sur la radicalisation politique*

Paris, La Dispute, 339 p., 25 euros.

C'est bien la *radicalisation*, et non la « radicalité » ou les « radicaux », qui constitue le propos de cet ouvrage collectif. La nuance est décisive : les différents auteurs (politistes, sociologues, philosophes, juristes et historiens) n'entendent en aucun cas identifier une « essence » de la radicalité politique, ni localiser clairement les groupes ou les individus qui en seraient les incarnations. À l'encontre de la prolifération de discours sur « la montée des extrêmes », « le choc des civilisations » ou encore « les nouveaux intégrismes » qui, tous, feraient peser de lourdes menaces sur la démocratie, l'ouvrage entend aborder les divers phénomènes de remise en cause de la marche ordinaire des institutions politiques comme des *processus*. Du choix de cette approche dynamique découle plusieurs conséquences, méthodologiques en premier lieu, mais également politiques.

Première de ces conséquences, la bonne question que doit se poser l'analyste de la radicalisation n'est plus celle du « pourquoi » (*i.e.* l'identification des causes, voire de « la » cause) mais celle du « comment ». La recherche des causes est souvent solidaire d'une conception téléologique de l'histoire : le phénomène à expliquer était en quelque sorte « déjà présent », avant même son accomplissement, son sens étant tout enclos dans son origine. Ce mode de raisonnement aboutit à une paradoxale cécité sur l'historicité des phénomènes ainsi « expliqués » : présupposer une continuité, voire une identité, entre une cause et son effet, c'est manquer à coup sûr les évolutions, transformations et redéfinitions que le phénomène considéré a subi au fil de son développement, du fait qu'il est nécessairement situé dans un contexte historique, social et politique donné. Contre cette tentation, solidaire d'une analyse à partir des issues, les auteurs adoptent la démarche préconisée par Michel Dobry[1], à savoir « recréer dans la recherche les conditions, vécues par les acteurs, d'ignorance de la suite ("mettre entre parenthèses le résultat"),

c'est-à-dire refuser de faire intervenir l'issue d'un processus dans le raisonnement sur son déploiement » (p. 30-31).

Seconde conséquence, la radicalité n'est pas une catégorie stabilisée, redevable d'une définition claire et dont les unités pertinentes seraient aisément localisables – en général, dans un « extérieur » de la communauté politique (« jeunes de banlieues » supposés réceptifs à l'islamisme radical, couches populaires plus que toutes autres sensibles aux sirènes xénophobes, chômeurs prédisposés à « tous les coups de main politiques[2] », etc.). Ici, l'écueil d'une pensée essentialiste se double d'un préjugé normatif : selon ce mode de pensée, la radicalité s'oppose au fonctionnement démocratique, comme le pathologique s'oppose au normal et, sous couvert d'une classification scientifique (que l'on pense aux usages médiatico-politologiques des labels « populiste » ou « poujadiste »), c'est une véritable disqualification politique qui, souvent, s'opère. Surtout, la tentation classificatoire conduit à établir une bien douteuse frontière entre ce qui relèverait de la radicalité et ce qui lui serait extérieur, masquant ainsi que, bien souvent, c'est à l'intérieur même des institutions politiques, au sein de leurs fractions les mieux intégrées, que prennent naissance les processus de radicalisation, et que loin de leur être extérieurs, ceux-ci sont fréquemment le produit de leur fonctionnement routinier, contraignant les acteurs à des jeux de surenchère ou de distinction par importation de nouveaux thèmes politiques. Annie Collovald et Brigitte Gaïti rappellent opportunément, à titre d'exemple particulièrement parlant, que c'est au sein de la droite parlementaire, et avant l'irruption du Front national, que la présence immigrée en France a été construite en enjeu du débat politique.

L'approche processuelle mise en œuvre dans l'ouvrage se décline autour de trois angles d'analyse, tous inspirés (quoique tous les auteurs ne s'en réclament pas explicitement) de l'interactionnisme symbolique, et spécialement des approches d'Howard Becker et d'Erving Goffman. La radicalité est tout d'abord envisagée comme un *label*, dont on peut aussi bien se prévaloir (pour se distinguer des « modérés » ou « réformistes », bref des « mous ») que l'infliger aux adversaires pour stigmatiser leur dangerosité ou leur irrationalité. Deuxième angle d'analyse, des *carrières de radicalisation* peuvent être étudiées, et cela au travers non pas tant de l'identification de « moments de rupture » ou de « basculement », mais davantage de la prise en compte des ajustements progressifs des individus aux évolutions du contexte qui les fait se « radicaliser » de manière souvent pour eux imperceptible. Enfin, ces ajustements ne prennent sens que resitués dans les *interdépendances sociales* qui les suscitent : la radicalisation ne peut s'expliquer à partir des seules intentions ou dispositions de l'individu, elle est le produit de son insertion dans des univers sociaux (champ politique, monde intellectuel, univers des médias, etc.).

Il serait fastidieux de rendre compte des treize études, toutes très riches et consacrées à des objets divers (le fanatisme chez Hume, les technocrates fascistes, l'engagement djihaddiste en Indonésie, la radicalisation juridique des politiques d'immigration, la crise de la première République italienne, la production politique de la radicalité à la fin du XIXe siècle, la droite polonaise ou encore le médiaactivisme altermondialiste), qui composent l'ouvrage. C'est pourquoi on ne fera ici qu'évoquer brièvement trois d'entre elles, particulièrement significatives, en renvoyant pour le reste à la lecture de l'ouvrage lui-même.

Timothy Tackett s'intéresse à la manière dont les députés du tiers état se sont progressivement mués en révolutionnaires. Prenant le contre-pied de Furet, qui voit dans la lecture des Lumières (et spécialement dans celle du *Contrat social*) la principale « cause », et structure idéologique, de la Révolution, Tackett montre que c'est au fil d'un long processus que les députés ont fait l'apprentissage de manières de faire et de penser pour eux innovantes, d'un vocabulaire et de types de conduites inédits, et ont endossé un nouveau rôle, celui de parlementaires. L'historien est ainsi conduit à relativiser le rôle de l'idéologie dans la radicalisation des députés du tiers état : les futurs révolutionnaires n'étaient pas « déjà équipés » d'un projet de société, mais « c'est à l'épreuve des faits, pour expliquer et justifier leurs actions, que les députés se mettent à élaborer une idéologie cohérente, où se bricolent pourtant divers éléments de la pensée du XVIIIe siècle[3] » (p. 53). En revanche, apparaissent déterminants dans ce processus l'antagonisme qui opposait le tiers état à la noblesse (et qui ne fera que croître du fait de l'intransigeance de celle-ci) et la dynamique de groupe qui s'est instaurée en son sein : « la réunion d'un tel nombre d'hommes fortement motivés et aussi talentueux crée une dynamique d'encouragement, d'émulation et d'enrichissement mutuel, une "thérapie collective" qui a rapidement sa vie propre » (p. 60).

Une attention similaire au contexte et à ses fluctuations est également au cœur du chapitre que Claire Le Strat consacre au « raidissement conservateur » du député Tocqueville. Celui-ci n'a pas toujours été ce démocrate fervent et épris de liberté dont les idéologues libéraux ont depuis construit la légende. Une étude des votes du député de la Manche après la révolution de février 1848 et la répression de juin montre au contraire un net penchant au conservatisme et à la réaction (répression des insurgés et poursuite de l'état de siège, limitation de la liberté des clubs et du droit d'association, contrôle de la presse, opposition à l'abolition de la peine de mort, suppression des ateliers nationaux…). Ce ralliement à la politique d'ordre de Cavaignac, qui contraste avec les réformes sociales que lui et ses amis de la Jeune Gauche réclamaient avant 1848, s'explique dès que l'on inscrit Tocqueville dans le jeu parlementaire : impatient prétendant à l'occupation de responsabilités poli-

tiques de premier plan depuis les années 1830, le député de la Manche a vu ses anticipations bouleversées par une révolution qui a largement ouvert le jeu politique à de nouveaux concurrents. De fait, Tocqueville et la Jeune Gauche « participent de la lutte pour durer de tous ces parlementaires dans l'expectative, qui ne pouvaient rien attendre de l'avenir que le retour à l'ordre parlementaire ancien, dont ils escomptaient la restauration de leur situation passée » (p. 90). Attentive aux ajustements à court terme d'acteurs bousculés par les évolutions de la conjoncture, la perspective ne néglige pas pour autant le poids des dispositions dans la genèse de ces « placements » politiques et sociaux. L'attitude de Tocqueville se laisse également comprendre sous l'angle de sa trajectoire d'héritier d'ancienne noblesse, dont la position est certes menacée sous l'effet des transformations politiques et économiques majeures que connaît la première moitié du XIXe siècle, mais à qui ces mêmes transformations laissent entrevoir des opportunités de reproduction ou de promotion. Nicolas Guilhot s'intéresse quant à lui à des parcours particulièrement troublants, ceux de ces anciens militants de la gauche américaine trotskiste qui, dans les années 1980, ont constitué une large part de l'entourage néoconservateur de Ronald Reagan. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, ce n'est pas sur le mode de la rupture ou du reniement que s'est opérée la dérive droitière de ces anciens militants de gauche. Surtout issus de l'émigration juive européenne, et occupant des positions à la fois dans le champ intellectuel et le champ politique, ceux-ci ont progressivement fait évoluer leur antistalinisme des années 1930 vers un anticommunisme radical qui, dès les premières années de la guerre froide, les rapproche des libéraux et les amène à développer une vive hostilité à l'égard de la nouvelle gauche (accusée de faire le jeu de Moscou). À la fin des années 1970, c'est tout naturellement qu'ils se rallient à un R. Reagan, dont l'anticommunisme n'a rien à envier au leur. C'est donc en termes de continuité que s'opère ce passage de la révolution à la contre-révolution, au moyen d'ajustements progressifs aux nouvelles donnes politiques et d'une révision permanente du cadre d'analyse marxiste initial (les thèmes de l'autoritarisme de la classe ouvrière et de la fin des idéologies en sont les produits). La réinscription de ces trajectoires improbables au sein du contexte historique et social qui les induit les rend davantage intelligibles que ne le pourrait la classique, et stérile, accusation de trahison.

1 Michel Dobry, « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la "Révolution fasciste" », *Revue française de sociologie*, 1989, vol. XXX, n° 3-4.

2 Le chapitre d'Emmanuel Pierru est dans l'ouvrage spécifiquement consacré à cette représentation stigmatisante des chômeurs.

3 Le chapitre que Daniel Gaxie consacre dans l'ouvrage aux électeurs penchant vers l'ultra-droite signale lui aussi que l'acquisition d'une ligne politique peut ne pas précéder l'engagement, mais en être un produit.

Antoine Artous
Dernier livre paru : *Le Fétichisme chez Marx* (Syllepse, 2006)

La valse des écrous : Travail, capital et action collective dans l'industrie automobile

Stephen Bouquin, Syllepse, 2006, 306 pages, 23 euros.

Compte tenu de sa place économique, le secteur de l'automobile a donné lieu – et continue à le faire – à de nombreuses études sociologiques sur le travail ouvrier. Issu d'une thèse, le livre de Stephen Bouquin se situe dans ce sillage, en s'appuyant à la fois sur les travaux existants et sur ses propres enquêtes pour traiter d'une période allant des années 1970 à 2004. Dès le départ, l'auteur annonce ce qui est « l'enjeu intellectuel et scientifique » de son analyse des transformations du travail : « démontrer pourquoi il est utile de mener celle-ci en lien avec la dynamique d'accumulation du capital d'une part et l'action collective d'autre part. » (p. 12) C'est dire deux choses. D'abord, pour rendre compte des transformations du travail, Stephen Bouquin ne s'en tient pas à une analyse sociologique des relations dans « l'atelier » comme le fait trop souvent une certaine sociologie du travail, même critique. Il inscrit ces dernières dans la dynamique d'accumulation du capital, en intégrant une analyse « macro-économique » de l'évolution du secteur et, plus généralement, des conditions de développement du rapport salarial (par exemple les politiques sociales des divers États nationaux). Ensuite, Stephen Bouquin entend appréhender « la conflictualité sociale non pas comme un épiphénomène, mais au contraire comme une dimension structurellement présente » (p. 12), car exprimant le caractère « irréductiblement antagonique » du rapport capital/travail. Et ici l'auteur se démarque d'une tradition issue de l'école de la régulation qui, certes, ne s'en tient pas à l'analyse de « l'atelier » mais qui développe une approche fonctionnaliste, cherchant à travers l'élaboration de modèles productifs « à comprendre le point d'équilibre d'un type de relation salariale », voire de trouver le bon modèle ou compromis de « gouvernance » d'entreprise (p. 44).

Toutefois, si Stephen Bouquin explicite clairement ses présupposés méthodologiques, son livre n'est pas centré sur les débats avec divers courants, mais sur la production de ses propres analyses. Et c'est ce va-et-vient qui est intéressant. D'autant qu'il traite une masse de matériaux en mobilisant plusieurs